

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 26/08/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SISP

69 rue Montcalm
17000 La Rochelle

Références : 0007201333/2025-422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement SISP implanté Rue Marcel Deflandre 17000 LA ROCHELLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite était de faire le point sur les suites données à la précédente inspection et de réaliser l'action nationale relative aux PFAS présents dans les émulseurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SISP
- Rue Marcel Deflandre 17000 LA ROCHELLE
- Code AIOT : 0007201333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement SISP est un site classé SEVESO seuil haut spécialisé dans le stockage de liquides inflammables et de méthanol.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Analyse de PFAS dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3	Demande d'action corrective	1 mois
13	redondance des moyens de pompage – émulseurs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Demande d'action corrective	1 mois
14	Fiche scenario POI – feu de cuvette III	Arrêté Préfectoral du 17/03/2025, article 8.8.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des réservoirs eau incendie	Autre du 03/03/2021	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Bassin d'orage	Autre du 03/03/2021	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	contenu du POI	Autre du 07/07/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Mesures de maîtrise des risques instrumentées	Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article Annexe I.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 1.5.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 71.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 71.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 7.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Modifications des installations - extension de l'ITE	Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 1.6.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
11	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé l'ensemble des actions permettant de lever les constats émis lors de l'inspection du 4 mars 2024.

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a remplacé son émulseur par un émulseur sans fluor certifié par le GESIP.

L'exploitant doit assurer la redondance des moyens de pompage pour l'émulseur et se positionner sur l'identification et l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des réservoirs eau incendie

Référence réglementaire : Autre du 03/03/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des réservoirs eau incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 04/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 : En réponse à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que « le lead de ce dossier » est assuré par la société SDLP et qu'une option pourrait être d'utiliser le pipe 8".</p>

<p>Lors de la visite, l'exploitant a confirmé avoir échangé récemment avec la société SDLP afin de rechercher une solution commune qui pourrait passer par l'utilisation d'un pipe existant.</p> <p>L'inspecteur a indiqué qu'une réunion serait organisée dans l'année avec l'ensemble des acteurs afin de faire un point d'avancement et de demander une étude des solutions d'approvisionnement en eau de mer.</p> <p>L'exploitant tient informé l'inspection des installations des classées des échanges relatifs à la continuité d'approvisionnement en eau lors d'un sinistre au-delà de 3 heures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une réunion avec l'ensemble des dépôts pétroliers, le SDIS et la DREAL s'est tenue le 2 juillet 2024 dont le compte-rendu a été transmis à l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Bassin d'orage

<p>Référence réglementaire : Autre du 03/03/2021</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement du bassin d'orage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un devis global daté d'octobre 2023 de la société Eau et Feu pour la modernisation de la défense contre l'incendie. Ce devis inclus la pose de deux déversoirs à mousse de 1320 l/min à un taux d'application de 4l²/min au bord du bassin d'orage. L'exploitant a précisé que ce devis était en cours de discussion avec le prestataire.</p> <p>L'exploitant tient informé l'inspection des installations classées de la signature du devis et de la date de la pose des déversoirs à mousse sur le bassin d'orage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 4 juillet 2024, l'exploitant a indiqué que la pose des deux déversoirs a été réalisée en juin 2024. Les déversoirs sont opérationnels.</p> <p>Lors de la visite, l'inspectrice a constaté la présence des deux déversoirs sur le bassin d'orage.</p> <p>L'exploitant peut utilement intégrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques techniques et la procédure de mise en fonctionnement des déversoirs dans le plan d'opération interne, - les déversoirs dans le suivi réalisé au titre du plan de modernisation.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : contenu du POI

Référence réglementaire : Autre du 07/07/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 : Lors de la visite, l'inspecteur a rappelé que le statut de non-autonomie du poste wagons n'avait pas fait l'objet d'une validation par le SDIS. L'exploitant sollicite sous un mois le recours au SDIS auprès de M. le Préfet par courrier en précisant si ce recours est temporaire ou permanent (article 43-2-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010).</p>
Constats : <p>L'exploitant a déclaré que l'installation terminale embranchée (ITE) n'était pas exploitée et qu'aucun trafic de liquides inflammables n'était prévu. Ainsi, le sujet de l'autonomie/non-autonomie n'est plus d'actualité. Néanmoins, il est rappelé à l'exploitant que lorsque l'ITE sera exploitée pour du trafic de liquides inflammables, le statut de l'autonomie/non autonomie au titre de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 devra être fixé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de maîtrise des risques instrumentées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques instrumentées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 : L'exploitant n'a pas formalisé au sein de la procédure liée à la détection liquide et flamme dans les espaces annulaires des bacs E et F (P_7_4_16) la marche dégradée en cas de dysfonctionnement des détecteurs liquides dans les espaces annulaires. En séance il a indiqué qu'il disposait de détecteur sur étagère et qu'il procéderait à leur remplacement dans les meilleurs délais.</p> <p>En réponse à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la fiche du test de la chaîne instrumentée de la MMRI "déclenchement automatique de la DCI des bacs E et F" réalisé le 11</p>

<p>juillet 2023. Celle-ci fait apparaître le contrôle du fonctionnement des clapets d'entrée et du stop pumping lorsque le bac est en réception. La fiche de test mentionne également le temps de fermeture de la vanne d'entrée du bac.</p> <p>Sous un mois, l'exploitant formalise la marche dégradée en cas de dysfonctionnement des détecteurs liquides dans les espaces annulaires dans la procédure liée à la détection liquide et flamme dans les espaces annulaires des bacs E et F (P_7_4_16).</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 4 juillet 2024, l'exploitant a indiqué que la marche dégradée a été formalisée dans la procédure P_7_4_16 le 14 mai 2025 (version 5). Cette procédure a été transmise en annexe du courrier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 : A la lecture du rapport d'étude de la protection incendie réalisée par la société Eau et Feu daté du 15 octobre 2023, les observations suivantes sont émises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - paragraphe 4.1 : seuls les scénarii de feu de bacs et de rétention sont pris en compte dans le document. Le feu d'équipements annexes (poste de chargement/déchargement camions, poste wagons) semble avoir été omis dans l'étude, - paragraphe 4.3 : l'entretien du tapis de mousse doit être réalisé durant 60 minutes avec un taux d'application de 0,2l/m²/min et non pas pendant 10 minutes, - paragraphe 5.4 : quelle est la signification de la phrase « le résultat d'analyse en laboratoire indique une valeur de 29 % » ? <p>L'exploitant transmet à l'inspection le bon de commande permettant la modernisation de la défense contre l'incendie du site. A l'issue de la réalisation des travaux, il refait une campagne de mesure des débits et les transmet à l'inspection.</p> <p>L'exploitant intègre dans son POI l'entretien du tapis de mousse durant 60 minutes à 0,2l/m²/min après les opérations d'extinction.</p>

Constats :

Par courrier du 4 juillet 2024, l'exploitant a indiqué :

- qu'un contrat a été signé pour l'installation d'un nouveau groupe motopompe de 400 m³/h,
- que l'installation du groupe est prévue en juillet 2024,
- que la nouvelle campagne de mesure sera réalisée en octobre 2024.

Il a transmis le bon de commande.

Lors de la visite, il a été constaté la présence dans le local incendie de trois groupes motopompes. L'exploitant dispose d'une étude de la protection incendie des stockages d'hydrocarbures et de méthanol réalisée suite aux travaux de modernisation de la défense incendie (eau et Feu datée du 25 octobre 2024). Le rapport conclut sur la base des essais réalisés que « l'installation de protection incendie des stockages est conforme à l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié ».

L'exploitant a intégré dans son POI l'entretien du tapis de mousse durant 60 minutes à 0,2l/m²/min après les opérations d'extinction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 1.5.4

Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 : L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement d'un montant de 738 057 € valable du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024. Le montant est identique à la dernière période de cautionnement. L'indice TP01 ayant subi une augmentation supérieure à 15 % depuis janvier 2021, le montant des garanties financières doit être mis à jour.

L'exploitant transmet le prochain acte de cautionnement avant le 30 septembre 2024. Il adosse à sa transmission la valeur de l'indice TP01 ainsi que le calcul du montant des garanties actualisées.

Constats :

L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement pour un montant de 848 766 € jusqu'au 31 décembre 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 71.6
Thème(s) : Risques accidentels, mise en place des mesures de maîtrise des risques - mesure de niveaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 : L'exploitant complète la procédure P-9-13-18 en indiquant le délai de réaction entre le NH et le NTH pour les bacs de méthanol.</p> <p>L'exploitant met en cohérence la fiche descriptive de la MMR sécurité de niveau haut afin qu'elle corresponde à la réalité des actions réalisées sur le site (intervention humaine pour actionner les arrêts d'urgence et fermer les vannes de pied de bacs).</p> <p>L'exploitant précise dans la fiche descriptive de la MMR NH le périmètre d'application : bac simple paroi et /ou bacs double paroi.</p>
Constats : <p>Par courrier du 4 juillet 2024, l'exploitant a transmis la procédure P_9-13-18 mise à jour. Le délai de réaction entre le NH et le NTH pour les bacs de méthanol et pour la logistique pétrole y sont précisés.</p> <p>L'exploitant dispose de la fiche descriptive de la MMR de sécurité de niveau haut sur un bac simple paroi. Elle décrit les scénarii sur lesquels la MMR intervient ainsi que les actions réalisées par l'opérateur. Une fiche MMR a été rédigée pour la sécurité de niveau haut sur les bacs double paroi. Les modifications réalisées sur les fiches descriptives des MMR permettent de répondre au constat émis lors de l'inspection du 4 mars 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 71.6
Thème(s) : Risques accidentels, mise en place des mesures de maîtrise des risques - automate
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 : Suite à la visite d'inspection de 2023, l'exploitant a indiqué qu'une commande a été passée le 9 janvier 2024 pour mettre à jour l'automate en SIL 3. L'intervention est planifiée en juin 2024.</p> <p>L'exploitant tient informé l'inspection de la réalisation effective des travaux.</p>
Constats : <p>Par courrier du 4 juillet 2024, l'exploitant a indiqué que la commande a été passée auprès du fournisseur pour la mise à jour de l'automate en SIL 3. L'intervention était planifiée pour le mois de septembre 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté le document du groupe Amelec « automate pétrole - fonction de sécurité » daté du 27 juin 2025 qui atteste que tous les capteurs de niveau sont raccordés à des entrées de sécurité SIL3 sur l'automate et que celui-ci dispose du même niveau de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Niveaux de sécurité des bacs simple paroi
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 :</p> <p>2. → L'exploitant complète le tableau listant par bac les hauteurs et les volumes des niveaux d'exploitation, niveaux hauts (NH) et niveau très hauts (NTH) en :</p> <ul style="list-style-type: none">- indiquant les hauteurs des NH et NTH des bacs sans écran flottant à partir du sol,- mentionnant le temps de réaction entre le NH et le niveau de débordement,- rectifiant la hauteur et le volume entre le NH et le NTH du bac B,- rectifiant le volume au NH Larco du bac C,- rectifiant la hauteur entre le NH et le NTH du bac K.

<p>→ L'exploitant modifie les niveaux de sécurité radar présents dans les bacs C et D afin qu'ils soient en cohérence avec les valeurs de calcul.</p> <p>→ L'exploitant transmet les hauteurs des NH et NTH installés dans les bacs sans écran flottant (B, K, G et H). Il s'assure de la cohérence avec les valeurs de calcul.</p> <p>4. → L'exploitant met en cohérence la fiche descriptive de la MMR sécurité de niveau haut avec la fréquence de test réalisée sur le terrain (tous les 6 mois). Il s'assure que cette modification n'a pas d'impact sur le niveau de confiance de cette MMR.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 28 novembre 2024, l'exploitant a transmis la mise à jour du tableau listant par bac les hauteurs et les volumes des niveaux d'exploitation, niveaux hauts (NH) et niveau très hauts (NTH).</p> <p>Après vérification :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le tableau indique les hauteurs des NH et NTH des bacs sans écran flottant à partir du sol, - le tableau mentionne le temps de réaction entre le NTH et le niveau de débordement, - l'exploitant a rectifié la hauteur et le volume entre le NH et le NTH du bac B, - l'exploitant a rectifié le volume au NH Larco du bac C, - l'exploitant a rectifié la hauteur entre le NH et le NTH du bac K. - les niveaux de sécurité radar présents dans les bacs C et D sont cohérents avec les valeurs de calcul. - le tableau mentionne les hauteurs des NH et NTH installés dans les bacs sans écran flottant (B, K, G et H) et les valeurs sont cohérentes avec les valeurs de calcul. <p>L'inspectrice s'est assurée par sondage que les valeurs des niveaux de sécurité des bacs indiquées dans le tableau sont identiques à celles inscrites sur la supervision.</p> <p>L'exploitant dispose de la fiche descriptive de la MMR de sécurité de niveau haut. Celle-ci fait état d'une fréquence de test semestrielle. Le niveau de confiance attribuée à la MMR n'a pas évolué (1).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Modifications des installations - extension de l'ITE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 1.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, porter à connaissance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat issu de la visite d'inspection du 4 mars 2024 : L'exploitant a transmis le 14 février 2024 une nouvelle version du dossier de porter à connaissance en limitant les produits dangereux sur les voies ferrées actuelles.</p> <p>Après lecture du dossier, l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les phénomènes</p>

dangereux d'éclatement d'un wagon-citerne étudiés dans les versions précédentes du dossier en fonction des différents produits ont bien été étudiés, modélisés et cartographiés dans le dossier de porter à connaissance initial du poste wagons en 2015. Dans la négative, le dossier de porter à connaissance devra les intégrer.
Constats : Le dossier de porter à connaissance à fait l'objet d'un rapport de l'inspection des installations classées du 29 janvier 2025 et d'un arrêté préfectoral le 17 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats : L'exploitant a déclaré avoir procédé au mois de juin 2025 au changement de l'intégralité de l'émulseur soit 13 m ³ dans la cuve de stockage et 4 IBC d'1 m ³ unitaire. L'émulseur acheté est le FOAM Master 3F 3-3 (eau et feu). L'inspectrice a consulté la fiche de données sécurité datée du 25 septembre 2024. La fiche technique indique que cet émulseur est sans fluor. L'exploitant a transmis le rapport d'essai de qualification de l'émulseur Foam Master 3F 3-3 daté du 7 avril 2025. Cet émulseur est qualifié par le GESIP pour les feux d'hydrocarbures et d'éthanol pour une utilisation à 3 %. Lors du changement d'émulseur, la société Delfau a procédé au pompage de l'ancien émulseur, au nettoyage de la cuve et des lignes et à leur rinçage. L'ancien émulseur et les eaux de nettoyage sont stockés dans des GRV d'une capacité de 1 m ³ entreposés sur le site, à l'extérieur. Une

<p>plateforme sur rétention est en cours de réalisation (vu le jour de l'inspection) afin d'y entreposer les 20 GRV.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une étude hydraulique par la société Eau et Feu. L'inspectrice a consulté le PV de réception eau et Feu daté du 21 juillet 2025 qui atteste de la réception sans réserve de l'installation et de la correcte concentration du prémélange.</p> <p>L'exploitant a précisé que la cuve de stockage de l'émulseur était en résine et que selon son fournisseur, cette matière et les réseaux en inox ne relarguent pas de PFAS.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que la cuve d'émulseur était pleine et correctement identifiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Analyse de PFAS dans les rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation d'émulseurs fluorés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1</u> I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p>II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; - substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié. <p>Article 3 - L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par le passé, le site était détenteur d'un émulseur contenant des PFAS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant en tant que détenteur de produits contenant des PFAS se positionne sur la réalisation d'une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : redondance des moyens de pompage – émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8
Thème(s) : Risques accidentels, redondance des moyens de pompage – émulseurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] « Si » l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de moyens de pompage de secours en cas de défaillance du groupe GMP4 dédié à l'émulseur. Des précisions sont données dans la partie confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement pour l'émulseur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Fiche scenario POI – feu de cuvette III

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2025, article 8.8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche scenario POI – feu de cuvette III
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir un Plan d'Opération Interne (POI) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est rédigé sur la base des scénarios et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. Il prend également en compte les différentes périodes de fonctionnement (jour, nuit, périodes de présence limitée).
Constats : La fiche scenario du feu de cuvette III présente dans le POI a été examiné. Elle est composée de plusieurs blocs dont le premier dédié à la stratégie d'extinction. Il est notamment indiqué le volume d'eau et d'émulseur nécessaires ainsi que le reste en eau et en émulseur après extinction. Les volumes d'eau et d'émulseur mentionnés sont les volumes réglementaires et non ceux délivrés réellement en 20 minutes. Pour le reste en eau et en émulseur, les chiffres mentionnés ne tiennent pas compte de l'entretien du tapis de mousse. Les calculs des débits nécessaires en eau et en émulseur pour l'entretien du tapis de mousse sont corrects. Par ailleurs, une coquille s'est glissée dans le débit de protection du canon (1000 l/min soit 0 m³/h).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise dans les fiches scenarios que les volumes d'eau et d'émulseur mentionnés dans le bloc stratégie d'extinction sont des débits réglementaires. Il peut utilement compléter sa fiche avec les volumes d'eau et d'émulseur délivrés réellement. Par ailleurs, les volumes d'eau et d'émulseur restant après extinction doivent tenir compte de l'entretien du tapis de mousse. Enfin, l'exploitant rectifie la coquille présente dans le débit du canon utilisé pour le refroidissement des IBC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois